

## **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **Centre Educatif Fermé de Mayotte**

## **MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

#### **DOCUMENT VALANT CCAP ET CCTP**

<b>CHAPITRE I : GENERALITES</b>	<b>5</b>
Article 1 : Objet du marché	5
1.1. Présentation de l'opération	5
1.1.1. Site et projet	5
1.1.2. Cadre contractuel du marché de maîtrise d'œuvre	6
1.1.3. Cadre contractuel du marché de travaux	7
1.2. Intervention du contrôleur technique et contenu de la mission	7
1.3. Allotissement	8
1.4. Tranches	8
1.5. Prestations similaires	8
Article 1 : Définition des parties	9
1.1. Maître d'Ouvrage	9
1.2. Assistants au Maître d'Ouvrage	9
1.3. Entreprise de travaux	9
1.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	9
1.5. Autres assistants au maitre d'ouvrage	9
1.6. Autres intervenants	10
1.7. Titulaire	10
Article 2 : Pièces constitutives du marché	10
2.1. Pièces particulières	10
2.2. Pièces générales	11
Article 3 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité	11
3.1. Obligations de confidentialité	11
3.2. Mesures de sécurité	12
Article 4 : Exécution du marché	12
4.1. Démarrage de la mission	12
4.2. Décomposition du marché	12
4.3. Achèvement de la mission	12
4.4. Documents à fournir par le maître d'ouvrage	12
4.5. Transmission des documents	13
4.6. Gestion électronique des documents	13
Article 5 : Exécution des prestations	13
5.1. Conditions générales	13

<b>5.2. Modalités d'organisation</b>	14
<b>5.3. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique</b>	14
5.3.1. Concours	14
5.3.2. Examen des documents de conception	14
5.3.3. Examen des documents d'exécution	15
5.3.4. Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle	15
5.3.5. Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations	15
5.3.6. Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	17
<b>5.4. Délais de vérification</b>	17
<b>5.5. Décision</b>	17
<b>Article 6 : Durée, Délais et pénalités</b>	17
6.1. Durée et délai global du marché	17
6.2 Délais et pénalités	17
6.3 Prolongation du délai	21
<b>Article 7 PRIX ET REGLEMENT</b>	21
7.1 Répartition des prix	21
7.2 Contenu des prix	21
7.3 Variation des prix	21
7.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	22
7.5 Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation	22
7.6 : Modalités de règlement	22
7.7 Avance	22
7.8 Acomptes et solde	23
7.8.1 Décompte périodique	23
7.8.2 Solde - Décompte final	24
7.8.3 Décompte général - Montant du solde	24
7.8.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants	24
7.8.5 Délais de paiement	25
<b>Article 8 PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE</b>	25
8.1 Responsabilités	25
8.2 Assurances	25
8.3 Arrêt de l'exécution du marché	25
<b>Article 9 : Résiliation</b>	25
9.1 Résiliation du marché	25
9.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	25

9.3 Résiliation pour faute du titulaire.....	26
9.4 Résiliation aux frais et risques .....	26
Article 10 : Règlement des différends.....	26
Article 11 Exclusivité – conflits d’intérêts .....	26
Article 12 Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés .....	27
Article 13 Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés .....	27
Article 14 Dispositions relatives aux travailleurs détachés.....	27
Article 15 : Dérogations aux documents généraux.....	27

## CHAPITRE I : GENERALITES

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique, concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L125-1 du code de la construction et de l'habitation, dans le cadre de la construction du futur centre éducatif fermé de Malamani (Mayotte).

Lieu d'exécution des prestations : Les prestations s'effectueront en majorité à Mayotte (976) et en partie au Kremlin-Bicêtre (94, locaux de l'APIJ) pour certaines réunions ou comités de pilotage.

Le prix du marché inclus les éventuels déplacements du titulaire.

### Article 1 : Objet du marché

#### 1.1. Présentation de l'opération

##### 1.1.1. Site et projet

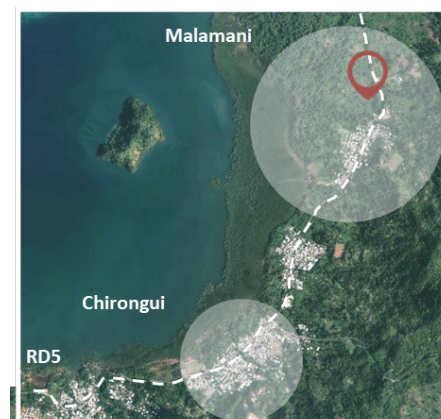
L'île de Mayotte connaît un taux important de délinquance juvénile et souffre de l'absence de structures permettant la prise en charge éducative des mineurs délinquants assurés par les services de la protection judiciaire et de la jeunesse. Pour pallier ces difficultés et ainsi permettre un meilleur traitement de la délinquance des mineurs et de la protection de l'enfance, le garde des sceaux a annoncé en mars 2022 la construction d'un futur centre éducatif fermé à Mayotte. Cette structure vise à proposer une offre éducative adaptée, pensée comme une alternative à l'incarcération. C'est dans ce cadre que le ministère de la Justice a inscrit cette opération à sa programmation immobilière avec un portage public de ce centre éducatif fermé et pour laquelle la construction sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).

La cadre juridique définit un centre éducatif fermé comme :

- Un établissement de service sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L 312-1-I du code de l'action sociale et des familles.
- Un établissement recevant du public (E.R.P.) au sens de l'article R143-2u code de la construction et de l'habitation. Les dispositions à respecter pour la sécurité contre l'incendie seront étudiées et soumises aux services de sécurité concernés. Il est soumis aux dispositions réglementaires des ERP de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie avec locaux à sommeil, en application de la circulaire du 14 novembre 2012 relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP relevant du secteur public de la DPJJ NOR : JUSF1239743C. Le règlement de sécurité incendie (RSI) prévoit que le type + R, concerne notamment les établissements d'enseignement. Un CEF est donc de type R puisqu'il est défini comme un établissement à vocation éducative, hébergeant des jeunes mineurs placés sous-main de justice, suivant l'avis rendu par la sous-commission permanente de la Commission centrale de sécurité du 5 janvier 2006. Les aménagements proposés seront donc conformes au RSI relatif aux ERP, notamment le LIVRE III concernant les dispositions applicables aux ERP de la 5<sup>ème</sup> catégorie y compris son chapitre III relatif aux règles complémentaires.

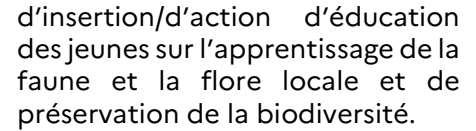
Pour pouvoir accueillir les 12 mineurs et 27,5 ETP, le programme prévoit la construction d'un bâtiment d'une surface d'environ 1 200 m<sup>2</sup> de surface de plancher, de 14 places de stationnement et plus de 4 000 m<sup>2</sup> d'espace extérieurs à aménager.

Le terrain retenu pour l'opération se situe au à l'entrée du village de Malamani, à Chirongui, au Sud de Mayotte. Le site du CEF est localisé à l'Ouest de la départementale n°5 dit boulevard Marcel henry et s'insère au sein d'une zone d'activité économique (ZAE) de 18,6 ha, zone aménagée par l'Etablissement Public Foncier et d'Aménagement de Mayotte, qui aura pour voisinage immédiat différentes activités économiques multifonctionnelles, de types : commerces, artisanats, entreprises et industries.



Source : Localisation Commune et village sur fonds Géoportail, [Algoé]

Le foncier retenu pour le projet concerne les lots 8 à 11 (identifié ci-dessus en jaune) pour une surface constructible d'environ 5 500m<sup>2</sup> et de 2,9ha de foncier agricole (parcelle AP266) soit un foncier total de 3,45 ha. La parcelle agricole qui demeurera en l'état, constitue un atout pour le développement de la future activité et son projet éducatif, notamment en matière d'activités agricoles mais aussi



## Risque sismique

## Risque Cyclonique

### 1.1.2. Cadre contractuel du marché de maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre comprend :

- études d'avant-projet sommaire (**AVPS**)
- études d'avant-projet définitif (**AVPD**). Les dossiers d'autorisations d'urbanisme et administratives seront remis au cours de cet élément de mission.
- assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (**ACT**)
- études de projet (**PRO**)
- examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa (**EXE**) ; participation aux travaux de la cellule de synthèse (**VISA**)
- direction de l'exécution des contrats de travaux (**DET**)
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (**AOR**)

### Éléments de missions complémentaires :

- mission de maîtrise d'œuvre pour l'élaboration et le suivi de la pose des équipements mobiliers non fixes (**MOB**) ;
- mission de maîtrise d'œuvre pour l'élaboration et de suivi des travaux du système de signalétique-information (**SIGN**) ;
- mission de coordination SSI (**SSI**), définie dans la norme NF S 61-931 ;
- mission exploitation-maintenance (**E-M**) ;

#### 1.1.3. Cadre contractuel du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé un mode de dévolution du marché de travaux en marché unique (entreprise générale ou groupement).

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du titulaire du marché de travaux.

## 1.2. Intervention du contrôleur technique et contenu de la mission

Le titulaire, aussi appelé prestataire, est défini à l'acte d'engagement comme le titulaire du présent marché.

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique qui se dérouleront pour l'essentiel à Mayotte, avec des éventuelles interventions au Kremlin-Bicêtre (locaux de l'APIJ), concernent :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
  - mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
  - mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions,
- des missions complémentaires dont les éléments portent sur :
  - mission P1, relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
  - mission PS, portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
  - mission Brd, relative au transport des brancards dans les constructions,
  - mission F, relative au fonctionnement des installations,
  - mission Pha, relative à l'isolation acoustique des bâtiments,
  - mission Th, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,
  - mission Av, relative à la stabilité des avoisinants,
  - mission GTB, relative à la gestion technique du bâtiment,
  - mission ENV, relative à l'environnement,
  - mission HYS, relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments,

- mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques, avant la réception,
- mission Hand, relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et à la délivrance de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité,
- mission CABL, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,
- mission **CONSUEL**, relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension,
- mission de vérification réglementaire à la mise ou remise en service des ascenseurs et monte-charges,

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée. Cela pour chacune des phases du projet.

Le contrôleur technique procèdera à la vérification initiale des installations électriques (VIEL) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et l'ensemble des normes s'y rapportant).

Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance à la visite de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.

**Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance lors de la préparation des dossiers d'autorisation administrative (réunions de travail avec les services instructeurs, préparation des commissions, etc.), l'assistance à la visite de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.**

### 1.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 1.4. Tranches

Sans objet

### 1.5. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.



## **Article 1 : Définition des parties**

### **1.1. Maître d'Ouvrage**

Le maître d'ouvrage est l'APIJ. Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ».

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

### **1.2. Assistants au Maître d'Ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage » ou « conducteur d'opération », suivant les règles de passation prévues par le code de la commande publique.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet (conduite financière et administrative du projet) ,
- la procédure de permis de construire,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- la sûreté.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance du titulaire du marché.

En outre, différentes entités du Ministère de la Justice interviendront dans le cadre de cette opération, notamment :

- Les services de la direction immobilière de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)
- La direction interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Ile de France et Outre-Mer (DIR PJJ IDF-OM),
- La Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DT PJJ) à Mayotte

### **1.3. Entreprise de travaux**

Les travaux seront réalisés en entreprise générale. La maîtrise d'œuvre va produire le PRO et le DCE et la consultation travaux sera lancée à l'issue de ces deux phases. L'entreprise titulaire du marché de travaux devra produire les documents EXE, exécutera les travaux (réalisation) et l'aménagement.

### **1.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé**

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du code du travail. Le marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation », sera attribué parallèlement au présent marché, le nom du coordonnateur S.P.S sera alors communiqué au contrôleur technique.

### **1.5. Autres assistants au maître d'ouvrage**

Des assistants techniques et économiques au maître d'ouvrage, qui seront désignés ultérieurement, pourront être en charge notamment de missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase conception et/ou en phase travaux.

## 1.6. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants sur la maintenance générale du bâtiment, la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc.

## 1.7. Titulaire

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P. Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées à l'article 1.2 du présent CCP.

Compte tenu de la situation particulière du chantier de Mayotte, le titulaire devra prévoir son représentant autant de réunions que nécessaire sur le département de Mayotte durant la phase réalisation.

En cas de changement de la personne physique mentionnée à l'annexe 2 de l'acte d'engagement : par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G. PI, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI.

L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le Maître d'Ouvrage récuse également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

### 2.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement », et ses annexes,
  - Annexe 1 : acte spécial de sous-traitance
  - Annexe 2 : liste des personnes physiques responsables par élément de mission au sens du CCTG – contrôle technique
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.
- la décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par cotraitants (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires,

## 2.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de contrôle technique approuvé par décret n°99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes.
- La norme NF P 03-100 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement

## Article 3 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

### 3.1. Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

### **3.2. Mesures de sécurité**

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

## **Article 4 : Exécution du marché**

### **4.1. Démarrage de la mission**

Le démarrage de la mission du contrôleur technique est déclenché par la notification de son marché.

### **4.2. Décomposition du marché**

Le présent marché est décomposé par phases et par éléments de missions.

### **4.3. Achèvement de la mission**

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent, à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongé, du marché de travaux.

Par dérogation au délai d'un an fixé à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie de parfait achèvement est de **14 mois** à compter de la date d'effet de la réception. Cette période peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, dont le contrôleur technique sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **4.4. Documents à fournir par le maître d'ouvrage**

Le Maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

#### **4.5. Transmission des documents**

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents prévus au présent C.C.P. sous format Word, Excel ou PDF. Il ne sera pas fourni de document au format papier, y compris par l'entreprise pendant la phase de réalisation

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Tous les rapports seront remis au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre et au conducteur d'opération.

Chaque dossier peut éventuellement faire l'objet de versions provisoires. Le contrôleur technique établira une version corrigée de son document dans les délais mentionnés à l'article 7.

#### **4.6. Gestion électronique des documents**

Dans le cas où le maître d'œuvre et/ou le titulaire du marché de travaux met en place un système de gestion électronique des documents, la diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par ce système.

Le titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage
- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

### **Article 5 : Exécution des prestations**

#### **5.1. Conditions générales**

Le titulaire interviendra dans les conditions fixées par le cahier des clauses techniques générales applicables aux prestations de contrôle technique.

En particulier, conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de contrôle technique, en cas de sous-traitance partielle de sa mission, le titulaire ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur,
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, et fournir une estimation de leur coût,
- La mission du contrôleur technique durant la phase de réalisation devra assurer une présence autant que nécessaire sur site pour assurer les missions.
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution des études et de la réalisation sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet, si une autre personne signe ou contresigne les rapports et avis du titulaire, cette personne est réputée opérer sous la responsabilité personnelle et par délégation de la personne désignée dans l'acte d'engagement.
- le contrôleur technique examinera les documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle,

- le pouvoir adjudicateur du marché prendra les dispositions nécessaires pour :
  - o informer, dès l'origine, le groupement de maîtrise d'œuvre puis le titulaire du marché de travaux et, d'une manière générale tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
  - o donner au contrôleur technique copie du permis de construire et des autorisations de travaux,
- le titulaire devra utiliser les plateformes collaboratives de gestion informatique des documents et de diffusion de visa si ce type de système est utilisé.

## 5.2. Modalités d'organisation

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le contrôleur technique devra organiser son travail de manière à intervenir de façon **permanente** au cours de l'élaboration de chaque phase des études de conception, au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification au lauréat, en cours d'exécution des différentes phases d'études et de réalisation afin que les corrections à apporter en fin de chaque phase soient minimales.

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaires avec les intervenants concernés. Le contrôleur technique devra prévoir un temps de présence sur site minimale durant la phase réalisation.

L'analyse des variantes étudiées par le maître d'œuvre fait partie intégrante de la mission du contrôleur technique.

Le titulaire participera aux réunions avec les services centraux, locaux et/ou départementaux de sécurité. Il établira le compte rendu de ces réunions

Un assistant au maître d'ouvrage pourra être chargé du suivi technique et économique du projet jusqu'à la phase parfait achèvement. Si tel est le cas, le contrôleur technique lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux prestataires.

## 5.3. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique

### 5.3.1. Concours

Fourniture d'un rapport d'étape sur l'offre du groupement de maîtrise d'œuvre.

L'analyse de l'offre du lauréat retenu au concours de Maîtrise d'œuvre est attendue dans un délai de 2 semaines à partir de la réception de l'offre par le titulaire (contrôleur technique).

### 5.3.2. Examen des documents de conception

Examen de l'avant-projet sommaire (AVPS) : Fourniture d'un rapport d'étape.

Examen de l'avant-projet définitif (AVPD) en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique (RICT) : Etablissement du RICT.

Permis de construire (PC) : Avis sur le permis de construire : Rédaction d'un rapport (notamment sur les notices de sécurité/accessibilité prévues par la réglementation sur les établissements recevant du public), avec préconisations de corrections le cas échéant.

Examen des rapports d'étude des sols : Le contrôleur technique donne un avis sur le cahier des charges du géotechnicien, intégré à l'équipe de maîtrise d'œuvre, (nombre et nature des sondages) et sur le rapport de sol. Il sera également demandé une analyse spécifique en lien avec le risque sismique.

Examen des documents techniques du projet (PRO) : Mise à jour du rapport initial de contrôle technique.

Participation à des réunions de mises au point techniques

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés, y compris avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre. En particulier, un minimum de 5 réunions avec la maîtrise d'ouvrage au cours de l'AVPD est à prévoir.

Le titulaire participera aux réunions avec les services locaux et/ou départementaux de sécurité. Il établira le compte rendu de ces réunions.

### 5.3.3. Examen des documents d'exécution

Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle : Avis sur les documents remis par les entreprises, le maître d'œuvre ou la personne publique.

Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle : Avis sur les documents remis par les entreprises, le maître d'œuvre ou la personne publique.

Participation à des réunions de mises au point technique

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés.

De plus, le titulaire devra, avant chaque présentation du projet aux organismes de sécurité incendie, préparer une note synthétique récapitulant l'avis du titulaire sur le projet en matière de sécurité des personnes (mission S). A l'issue de chaque réunion, un compte rendu sera établi par le titulaire.

### 5.3.4. Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle

Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier

Avis sur les documents.

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés. Il prévoira au minimum une réunion hebdomadaire.

Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier

La personne publique s'engage à donner au titulaire tous moyens lui permettant d'avoir accès au chantier de manière suffisante pour exercer sa mission dans des conditions normales de sécurité et d'efficacité.

Les visites de chantiers seront hebdomadaires et feront l'objet d'un compte rendu. La personne publique laissera libre accès au chantier au contrôleur technique.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but il doit notamment signaler à la personne publique les essais qu'il estime nécessaires et une estimation du coût de ces essais.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Le titulaire adresse directement ses avis au maître d'œuvre, aux entreprises concernées et à la personne publique.

Le contrôleur technique fournira mensuellement à la personne publique la synthèse des avis formulés.

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés, et assistera aux réunions organisées traitants de sujets le concernant

### 5.3.5. Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations

La personne désignée à l'acte d'engagement est tenue d'assister aux opérations préalables à la réception.

Etablissement du rapport de vérification des installations électriques avant mise sous tension (1 rapport pour chaque entreprise concernée)

Ce document sera à joindre à produire pour chaque entreprise concernée, et sera joint à l'attestation de conformité soumise au visa de CONSUEL par l'installateur.

#### Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques (ensemble de l'établissement)

Ce rapport traite de la protection des travailleurs, en application du code du travail. Il devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par l'entreprise et le maître d'œuvre.

#### Etablissement du rapport final de contrôle technique

Un rapport final de contrôle technique (relatif à la phase travaux) devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par l'entreprise et le maître d'œuvre.

Des rapports minutes de mise à jour des avis pourront être demandés par la personne publique. Ces rapports devront parvenir à la personne publique dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP.

Après réception des ouvrages, un rapport relatif à la levée ou non des réserves devra être adressé à la personne publique dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP.

#### Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

La mission porte sur :

- le contrôle des ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires
- la fourniture à l'issue de l'achèvement des travaux visés par les textes (construction neuve) et soumis à permis de construire, de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité selon la réglementation en vigueur (selon les articles L 122-9, R 122-30 et R 122-31 du code de la Construction et de l'habitation et l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007 par le ministère du logement et de la ville paru au JO du 21 février 2008). Cette attestation doit être ensuite fournie à l'autorité qui a délivré ce permis par le maître d'ouvrage.

#### Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale à l'achèvement des travaux

La mission porte sur :

- la vérification que les exigences de la réglementation environnementale applicable à l'ouvrage soient respectées par le biais de la vérification de l'étude thermique complète, le rapport de mesure d'étanchéité à l'air, des documents justifiant des isolants posés, et de tout autre document nécessaire pour générer ladite attestation ;
- la vérification sur site des points nécessaires à l'établissement de l'attestation ;
- la fourniture à l'achèvement des travaux de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale applicable aux bâtiments neufs construits.

#### Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité et aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours

Participation aux éventuelles visites préalables, rédaction d'un compte rendu des visites et des essais réalisés par les services compétents.

Rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie avant le passage de la commission de sécurité en vue de la remise du rapport à la commission dans les délais souhaités par les services de secours y compris un rapport spécifique sur les ascenseurs et/ou monte charge.

#### Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves

Le contrôleur technique doit procéder à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle préalable du contrôleur technique et qui font l'objet de travaux pendant la période de levée des réserves.



Pour l'exécution de cette prestation, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

Un rapport relatif à la levée ou non des réserves doit être adressé au pouvoir adjudicateur par le contrôleur technique dans un délai de cinq (5) jours calendaires après l'expiration du délai attribué au groupement pour la levée des réserves et consigné au procès-verbal de réception.

#### 5.3.6. Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Examen des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis à contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur technique procédera à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux pendant la période de garantie de parfait achèvement.

A la levée des réserves, le contrôleur fournira un rapport d'étape sur les travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement dans les délais indiqués à l'article 7.

Pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

Le rapport de fin de mission (à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement) devra être adressé à la personne publique avant l'expiration de la période de garantie.

#### 5.4. Délais de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

Par dérogation, l'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

#### 5.5. Décision

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI ; par l'acheteur et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### Article 6 : Durée, Délais et pénalités

#### 6.1. Durée et délai global du marché

Le délai global du marché est précisé à l'article 5 de l'Acte d'Engagement.

#### 6.2 Délais et pénalités

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

Les délais et pénalités applicables en cas de retard ou de manquement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement (€ HT)
<b>Concours</b>			
Fourniture d'un rapport d'analyse sur le projet lauréat	2 sem.	Examen du projet lauréat du concours de maîtrise d'œuvre dès transmission de celui-ci par le pouvoir adjudicateur	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen des documents de conception</b>			
Fourniture d'un rapport d'étape sur l'AVPS	2 sem.	Réception de l'AVPS	150 € par jour calendaire de retard
Formulation d'un avis sur la notice de sécurité et d'accessibilité	2 sem.	Réception de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public et de la notice accessibilité	150 € par jour calendaire de retard
Etablissement du RICT	2 sem.	Réception de l'avant-projet (AVPD)	150 € par jour calendaire de retard
Formulation d'un avis sur le cahier des charges du géotechnicien	1 sem.	Réception du projet de cahier des charges	150 € par jour calendaire de retard
Avis sur le rapport de sol	1 sem.	Réception du rapport de sol	150 € par jour calendaire de retard
Mise à jour du RICT	2 sem.	Réception du projet (PRO)	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen des documents d'exécution</b>			
Avis sur les documents remis par les entreprises, le maître d'œuvre ou la personne publique (ouvrages ou équipements soumis au contrôle)	2 sem.	Réception des documents	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle</b>			
Avis sur les documents soumis au contrôle	2 sem.	Réception des documents	50 € par jour calendaire de retard et par document

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement (€ HT)
Rapport de chantier et des examens visuels réalisés	1 sem.	A compter de la visite ou de la réunion de chantier si un point particulier a été soulevé	150 € par jour calendaire de retard
Absence non justifiée à une réunion de chantier pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué		Réunion de chantier où l'absence a été constatée	150 € par manquement constaté
<b>Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations</b>			
Etablissement du rapport de vérification des installations électriques avant mise sous tension	2 sem.	Demande du maître d'ouvrage ou de l'installateur concerné	500 € par jour calendaire de retard
Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques	3 sem.	Demande du maître d'ouvrage Achèvement au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale	2 sem.	A compter de la transmission des documents nécessaires à l'établissement de l'attestation	500 € par jour calendaire de retard
Rapport Final du Contrôleur Technique	3 sem.	Demande du maître d'ouvrage Achèvement au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Fourniture de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées	3 sem.	Demande du maître d'ouvrage Ou achèvement au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception et quatre (4) jours ouvrables avant le passage de la commission accessibilité	500 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
Dans le cas où des réserves relatives à l'accessibilité ne seraient pas levées par l'entreprise, rappel à l'entreprise des réserves restantes		Fourniture au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie/RVRAT	3 sem.	Demande du maître d'ouvrage Ou achèvement au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception et quatre (4) jours ouvrables avant le passage de la commission.	500 € par jour calendaire de retard
Rapport minute de mise à jour du RFCT	2 sem.	Demande du maître d'ouvrage	150 € par jour calendaire de retard

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement (€ HT)
Rapport minute de mise à jour du rapport de vérification de sécurité incendie	1 sem.	Demande du maître d'ouvrage	150 € par jour calendaire de retard
Rapport de levée complète des observations du RFCT	3 sem.	A compter de la levée des réserves ou au plus tard 3 mois avant la fin de la période de garantie dite de parfait achèvement.	150 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
<b>Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement</b>			
Rapport d'étape sur la levée des observations GPA	3 sem.	Date de proposition du maître d'œuvre au maître d'ouvrage de lever les réserves.	150 € par jour calendaire de retard
Rapport de fin de mission	3 sem.	A l'issue de la période de garantie de parfait achèvement ou de sa prolongation	150 € par jour calendaire de retard
<b>Toutes phases confondues</b>			
Mise à jour d'un document suite à reprise d'étude du MOE	3 jours	Demande du maître d'ouvrage	150 € par jour calendaire de retard
Mise à jour d'un document	3 jours	Demande du maître d'ouvrage de correction d'un document	150 € par jour calendaire de retard
Absence non justifiée à une réunion pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué		Réunion où l'absence a été constatée (délai de convocation d'une semaine)	150 € par manquement constaté
Rédaction d'un compte-rendu incombant au titulaire	1 sem.	Date de la réunion	150 € par jour calendaire de retard
En cas de changement de la personne physique mentionnée à l'annexe 2 de l'acte d'engagement : proposition de la personne nouvellement chargée du contrôle à soumettre	7 jours	Date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. PI.	150€ par jour calendaire de retard
En cas de non-conformité de l'ouvrage à une disposition réglementaire dont le titulaire devait contrôler l'application et dès lors que cette situation empêche la mise en exploitation de l'ouvrage			15% du montant du marché en cas de manquement
En cas de manquement aux obligations de discrétion mentionnées à l'article 4			4 000 € en cas de manquement
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail			1000 € par situation irrégulière constatée
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCP (*)			300 € par jour calendaire

*Nota : En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.*

Pénalité pour retard information modification de la domiciliation bancaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

### **6.3 Prolongation du délai**

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'évènements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel.

L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

## **Article 7 PRIX ET REGLEMENT**

### **7.1 Répartition des prix**

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (DPGF), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, à ses cotraitants.

### **7.2 Contenu des prix**

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci avant.

### **7.3 Variation des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en page 2 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

Les prix sont révisables à chaque acompte suivant les modalités fixées au présent article.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie Ing publié au moniteur des travaux publics et du bâtiment. La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (I_m-4/I_o-4)$$

dans laquelle  $I_o-4$  et  $I_m-4$  sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations relatives à l'une des missions sont réalisées.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### **7.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

#### **7.5 Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation**

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux paragraphes [a](#) et [b](#) du présent CCAP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant. Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCAP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

##### **a. En phase études :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par le groupement ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission en cours .

##### **b. En phase travaux :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la phase relative à « l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier » de plus de 10% par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette phase.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de cette mission indiquée dans l'acte d'engagement.

#### **7.6 : Modalités de règlement**

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

Le titulaire du marché sera informé de la mise en place de ce système par le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception. L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système feront l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

#### **7.7 Avance**

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées par les articles R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique.

## **7.8 Acomptes et solde**

Le règlement des sommes dus au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque élément de mission au plus à 80% du montant du forfait indiqué dans la DPGF. Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque mission et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée au CCAG-PI.

### **7.8.1 Décompte périodique**

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

#### 7.8.2 Solde - Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière mission, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde sous forme de projet de décompte final dans EDIFLEX, dans les conditions définies aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application des pénalités ou de réfections.

#### 7.8.3 Décompte général - Montant du solde

Le pouvoir adjudicateur établit le décompte général qui comprend :

- a) le décompte final ci-dessus,
- b) la récapitulation du montant des décomptes périodiques,
- c) le montant en prix de base du solde, ce montant étant la différence des postes - a) et b) - ci-dessus,
- d) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - c), d) et e) - ci-dessus,
- g) la récapitulation des acomptes périodiques et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

#### 7.8.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

##### a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

##### b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.



### **7.8.5 Délais de paiement**

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

## **Article 8 PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE**

### **8.1 Responsabilités**

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

### **8.2 Assurances**

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civile et décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité décennale et civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

### **8.3 Arrêt de l'exécution du marché**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## **Article 9 : Résiliation**

### **9.1 Résiliation du marché**

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 11 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

### **9.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur**

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée est fixé à 1%.

### 9.3 Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2341-1 et L2341-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 8822-5 ou R. 8822-7 et R. 8822-8 du code du travail conformément au code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

### 9.4 Résiliation aux frais et risques

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

## Article 10 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

## Article 11 Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation pour faute du titulaire, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre et du marché de travaux.

## **Article 12 Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés**

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

## **Article 13 Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés**

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221\_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

## **Article 14 Dispositions relatives aux travailleurs détachés**

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R 1263-2-2 du Code du travail.

## **Article 15 Dérogations aux documents généraux**

Par dérogation à l'article 1er du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.